

## La démondialisation, après la mondialisation ?

Note du PRé présentée par Dominique Lévêque pour le groupe de travail International

13-06-2019

Depuis une dizaine d'année, la démondialisation nourrit toutes les controverses. Comme avant elle la mondialisation. Réaction à l'impérialisme financier, retour à une économie juste et équitable pour les uns, prenant en compte les besoins des peuples, signant la fin de la folie néolibérale pour les autres, ou encore hiver glaçant pour l'économie mondiale...

C'est peu dire que si le couple mondialisation / démondialisation cristallise les débats, la démondialisation peine à trouver une définition claire. C'est que le terme lui-même de démondialisation – autrement appelée alter-mondialisme – a changé de sens par rapport à l'idée que s'en faisait son inventeur, l'économiste et sociologue philippin Walden Bello, au début du XXIe siècle.

Elle était au départ autre chose. D'alternative à la mondialisation, elle en est devenue comme sa forme inversée, sa marche arrière.

Sa nature est devenue d'autant plus difficile à saisir, plus confuse, que le champion de la mondialisation, les Etats-Unis, semble se muer sous la férule de Donald Trump en champion de la démondialisation en clamant son *America first*, en accélérant sa politique protectionniste, en s'ingéniant à défaire, sous l'influence des néoconservateurs de retour à la Maison Blanche, tous les accords multilatéraux, jusqu'à faire voler en éclats les institutions internationales, telles l'OMC...En réalité, plusieurs transformations structurelles semblaient déjà indiquer un ralentissement, si ce n'est un recul, de la globalisation des entreprises et de la finance.

Depuis la fin des années 50, les mouvements de capitaux internationaux n'ont cessé de progresser, plus encore dans les années 70, avec un mouvement d'accélération à partir des années 80 généré par la possibilité donnée aux investisseurs étrangers de venir financer les déficits budgétaires en achetant des titres de dette publique, et un autre mouvement d'excitation dans les années 90, avec la libéralisation des services financiers permettant à n'importe quel opérateur de s'installer dans n'importe quel pays pour offrir des services bancaires et financiers.

Mais depuis la crise des *suprimes*, il semblerait que sur la période 2006 (qui fut un pic) - 2016, le poids des mouvements de capitaux a été divisé par dix. Les investissements internationaux des firmes ont eu aussi baissé d'un quart entre 2007 et 2015 sans doute plus s'i l'on en croit les études disponibles qui indiquent qu'environ 30 % de ces « investissements » correspondent en réalité à des transferts artificiels de capitaux pour échapper au fisc ou bien à des réglementations diverses. Ce qui tendrait à prouver que la mondialisation des sociétés est surestimée. Et l'on assiste de la même façon à une diminution des activités bancaires internationales de près d'un tiers, aussi bien pour les prêts que pour l'implantation de filiales à l'étranger. Sachant que les établissements bancaires se prêteraient de moins en moins d'argent entre eux pour soutenir

l'économie réelle, pas davantage pour ce qui reste leur « pêché mignon » : pour investir ou spéculer.

Le commerce mondial lui-même croît bien moins rapidement qu'avant la crise. Entre les années 1980 et 2007, il progressait environ deux fois plus vite que le PIB mondial. Après une période d'instabilité entre 2007 et 2011, les échanges mondiaux sont restés plats, l'OMC estimant une progression limitée à 1,7 % pour 2016. Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008 fait son mea culpa : contrairement à ce qu'il a pu écrire autrefois, la mondialisation fait aussi des perdants et nourrit des inégalités. Raghuram Rajan (1), économiste indien, auteur de *Crise : au-delà de l'économie*. alors économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), dénonçait déjà en 2006 les effets négatifs sur la croissance de la circulation internationale des capitaux, il sera l'un des rares à tirer la sonnette d'alarme avant le début de la crise sur la fragilité du système financier mondialisé. De multiples études seront publiées dans le même sens après 2007-2008. Ainsi, fin 2016, Barry Eichengreen, professeur d'économie à l'université de Berkeley, perçoit « *le dernier souffle de la mondialisation* » ; Dani Rodrik, économiste turc, professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard, se réjouit de son côté du non-aboutissement des grands traités commerciaux internationaux ; et Lawrence H. Summers (2), ancien de l'équipe d'Obama, professeur à l'Université Charles W. Eliot à Harvard, appelle à « *la promotion d'un nationalisme responsable* ».

La baisse de l'internationalisation des échanges s'expliquerait aussi par des facteurs plus structurels. 60 % du commerce international correspond en fait à des échanges intragroupes, entre les différentes filiales d'une même multinationale. Il n'est donc que le reflet des stratégies d'investissement des firmes internationales, lesquelles semblent en passe de se modifier par le fait sans doute que les pays dans lesquels les multinationales se sont installées connaissent des hausses de salaires rognant de fait leur course à la valeur ajoutée, et remettant en cause leur sélection des territoires les plus favorables à une production à moindre frais les différentes parties de leur production. Ainsi, le temps ou l'écran tactile de ce smartphone occidental venait du Japon, son appareil photo de l'Europe ou des Etats-Unis, le gyroscope de Mexique, son processeur de Corée du Sud, tel ou tel minerai nécessaire à sa fabrication d'Afrique ou d'Inde, et l'assemblage réalisé en Chine pourrait avoir vécu.

Certaines entreprises ont commencé à rapatrier leur production, à l'instar d'Adidas qui a relocalisé ses usines en 2016 après un séjour à Taïwan et en Chine continentale. Ou comme les industries du textile au Portugal.

## Les effets paradoxaux de la mondialisation

À la fin des années 1990, la mondialisation libérale a encore des effets paradoxaux sur l'économie des pays dits émergents. D'un côté, elle permet l'enrichissement des populations et l'apparition d'une classe moyenne, l'extrême pauvreté diminue fortement alors que les conditions de vie s'améliorent, d'un autre côté des économistes et des scientifiques s'inquiètent de l'impact de l'ouverture des marchés sur l'économie des pays émergents.

Walden Bello lui-même publie *Deglobalization : ideas for a new world economy* (2002) dans lequel il pointe les excès de la mondialisation dus de son point de

vue à un manque de régulation par les pays développés provoquant une perte de contrôle des marchés par les pays émergents. Il y proposait le retour à une économie centrée sur des circuits courts sans pour autant se faire le chantre d'un retour en arrière brutal mais mettant l'accent sur la nécessité de raccourcir les circuits de productions. La physicienne Vandana Shiva, écologiste et militante féministe indienne, dirigeante de la Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles (*Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy*) est de ceux qui s'en sont également émus en écrivant un an avant un pamphlet contre l'industrie agroalimentaire intitulé *Le terrorisme alimentaire* (2001). Elle y dénonce la dépossession des populations locales de leur terre par les firmes internationales et l'abandon des cultures vivrières au profit de culture de luxe (coton, tabac) à destination des pays du Nord.

Ce n'est qu'à partir de 2008, avec la crise financière mondiale que la démondialisation a commencé par désigner un retour en arrière et renforcer le camp des opposants irréductibles à la mondialisation.

Dès lors, démondialisation devient le synonyme d'un retour du protectionnisme.

Le terme est popularisé en Mexique par le socialiste Arnaud Montebourg durant la campagne pour les primaires en 2011. Auteur de *Votez la démondialisation !* Il justifie la démondialisation comme un moyen à la fois de protéger les systèmes de protections sociales dans les pays développés mais aussi un moyen de développer les marchés intérieurs dans les pays émergents. Il y développe l'idée que démondialiser, c'est relocaliser et protéger, mais aussi définanciariser. Il n'y aurait plus aucun sens de produire à plus de 20 000 km quand on connaît la menace qui pèse sur l'environnement.

La démondialisation a été aussi reprise par l'extrême droite, ici et ailleurs, en France par Marine Le Pen et le FN qui ont prôné un retour du protectionnisme pour protéger l'ouvrier français face à l'ouvrier chinois. Aux Etats-Unis, plus récemment par Donald Trump qui tourne délibérément le dos à l'OMC et mobilise toutes les armes juridiques actuellement disponibles dans la nouvelle bataille économique des Etats-Unis en recourant à qui mieux mieux au contrôle des exportations, aux sanctions, amendes, embargos, emprisonnements, atteintes à la réputation, « blacklisting » de pays, etc. La différence se joue cependant sur la motivation. La démondialisation prônée alors par Arnaud Montebourg et d'autres dans sa suite était avant tout européenne et restait ouverte au monde. Elle n'était pas un repli contrairement à celle prônée par Marine Le Pen ou Donald Trump, motivée par le nationalisme.

Bien que la tentation de quitter la zone euro et l'Union Européenne montrait d'un autre côté cette volonté de jouer seul, comme ...un Trump.

Force est de constater que depuis quelques années le protectionnisme a trouvé un important écho au sein des populations en Europe. Egalement au Mexique, en Hongrie ou en Pologne. En France, le RN et LFI additionnent sur la question un pourcentage des voix très conséquent. Mais la figure emblématique de la démondialisation dans les opinions reste l'arrivée de Donald Trump dans le bureau ovale. L'homme d'affaires n'est pourtant pas de ceux qui ont le moins bénéficié de la mondialisation, cela ne lui a pourtant pas

posé problème de faire campagne sur l'idée qu'il allait ramener les emplois et l'industrie aux Etats-Unis. Il n'a eu de cesse depuis d'afficher sa volonté de renégocier les différents traités de libre-échange qui lient les Etats-Unis ou d'abandonner ceux qui étaient en négociation. C'est ainsi qu'il abandonne le TTP, le partenariat transpacifique négocié depuis 2008 par 12 pays riverains ou proches de l'Océan Pacifique (Etats-Unis, Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) au motif que c'était « *un désastre potentiel* » pour son pays et annonce par la suite sa volonté de renégocier l'ALENA, accords de libre-échange associant les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, faute de ce qu'il considère être un « *accord équitable* » avec le Mexique et le Canada. Il a aussi su faire pression sur Ford pour lui faire abandonner son projet d'ouvrir une nouvelle usine au Mexique. Dans cette élection, certains ont cru voir le début de la démondialisation.

Peut-être, en tous les cas rien qui ne devrait déboulonner le capitalisme, même si celui du XXI<sup>e</sup> siècle semble suivre une voie bien différente de celui de la seconde moitié du siècle précédent. Le démographe Emmanuel Todd réclame un protectionnisme européen, l'économiste Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS, auteur de *La démondialisation* (2011) propose une nouvelle organisation du commerce et des relations financières internationales, non sans relever préalablement combien face à la « crise » globale du capitalisme, le FMI, des gouvernements ou des économistes célèbres ont brûlé ce qu'ils ont adoré, c'est à dire le marché et réhabilité l'État qu'ils prenaient pour quantités négligeables. Et non sans évoquer dans le même temps l'hypothèse possible selon lui que cette démondialisation puisse paradoxalement annoncer le retour du temps des guerres. En 2009, au sommet du G20 à Londres, les grands Etats pensaient avoir éloigné le spectre du retour au protectionnisme, comme ce fût le cas après la crise de 1929. En réalité, 17 des 19 Etats représentés (l'Union Européenne bénéficiant d'une représentation) ont pris des mesures protectionnistes suite à ce sommet. Certains avancent aussi un reflux du commerce mondial.

Les critiques les plus acerbes diront que la mondialisation est morte avec l'échec du cycle de Doha. Ce cycle de négociations dans le cadre de l'OMC s'est soldé par un échec des nations sur les mesures à prendre, ce qui a marqué un coup dur après *l'Uruguay Round* qui avait vu la création de l'OMC puis la libéralisation des services. Néanmoins, les quatre autres indicateurs de la mondialisation (avec le commerce mondial en volume) sont tous au vert. La croissance des IDE (International Development Enterprises), l'accumulation financière de capitaux de court-terme, la multiplication des brevets et les migrations internationales ont toutes progressé en 2016 et 2017.

D'ailleurs, à l'échelle mondiale, la plupart des dirigeants se prononcent favorablement en faveur de plus de mondialisation. C'est l'une des conclusions du sommet du G20 qui s'est tenu à l'automne 2016 à Huangzhou, en Chine. A l'occasion de l'édition 2017 du Forum de Davos, le président chinois Xi Jinping avait fait l'éloge de la mondialisation et invité tous les pays à se jeter dans « l'océan » qui avait permis le formidable enrichissement de la Chine.

Une critique en réponse à l'attitude de Donald Trump venant d'un pays pourtant encore très protecteur. Il faut bien noter que les pays émergents n'existent surtout que grâce à la mondialisation. Pour être plus exact, on ne parle de marchés émergents que dans le cadre de la mondialisation ; la

définition originelle imaginée par la banque Goldman Sachs mettant en évidence surtout la présence d'une bourse.

## La démondialisation peut-elle être heureuse ?

S'il n'est pas tout à fait clair que la démondialisation soit une réalité, tandis que le dégouvernement du monde semble être en passe de le devenir (Les Etats-Unis ont quitté le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, menacent de quitter l'OMC, traduisant ainsi son scepticisme croissant à l'égard des bienfaits du libre-échange et des accords commerciaux internationaux, prennent leurs distances avec les normes comptables IFRS, tandis que Donald Trump critique l'OTAN, etc.), cette simple idée effraie la plupart des observateurs. En effet, les précédents historiques à l'image de la crise de 1929 marquent toujours les esprits. A l'époque les nations s'étaient enfermées dans une spirale protectionniste (tarif Smoot-Hawley aux Etats-Unis) et s'étaient livrés une guerre monétaire qui n'avait pas peu contribué à aboutir sur la Seconde Guerre mondiale. Cette perspective inquiète jusqu'aux très libéraux qui avancent la contraction du commerce mondial au début du XXe siècle, fruit du nationalisme, qui a abouti sur la Première Guerre mondiale, alors que la mondialisation aurait réussi à faire sortir 1,2 milliards de personnes de la grande pauvreté en un quart de siècle et réduire de près d'un tiers les écarts de richesse entre les nations.

Les économies sont devenues tellement interdépendantes qu'on peut cependant douter de la réalité d'une démondialisation totale.

En même temps, on voit bien à l'échelle du continent européen, au plan des liens entre l'UE et le Royaume-Uni, suite au Brexit, que si renégocier tous les accords multilatéraux va s'avérer particulièrement difficile et ardu, ça n'est pas impossible. Du reste, il en est un autre qui affirme qu'au contraire la démondialisation serait très facile et ce, pour une simple raison : la mondialisation n'est qu'un mythe. Pankaj Ghemawat, économiste indo-américain, professeur à la Stern School of Business de la New York University avance ainsi qu'en réalité le commerce mondial ne représente que 20% du PIB mondial ou que seul 3% de la population vit en dehors de son pays d'origine. Bien loin de l'image que l'on se fait ordinairement de la mondialisation.

Dans tous les cas, aujourd'hui, le vrai risque est celui d'une démondialisation amorcée indépendamment par les Etats qui risquerait de lancer une guerre économique et viendrait nourrir le scénario catastrophe du français Jacques Sapir. Ou celui d'un autre Français, l'économiste Alain Chauvet, professeur à l'Ecole centrale de Paris et à l'Essec, auteur d'un essai, *Un autre monde. Protectionnisme contre prédation* (2011) qui, posant la question de l'effondrement de la civilisation occidentale et celle de savoir si l'on peut rompre avec la fatalité du cycle millénaire des civilisations grecque, romaine et chrétienne, y défend l'idée d'un nouveau Yalta : le découpage du monde en dix grandes civilisations totalement protectionnistes.

Une question cependant : Cela suffirait-il à arrêter les guerres ?

On peut apprendre de l'histoire, de la philosophie et de la littérature pour penser notre présent, réparer le monde comme il ne va pas et construire notre avenir, également du cinéma (et même des séries TV !).

Ainsi, le film de Sebastián Lelo, *Désobéissance* (2018) - en hommage au philosophe américain Stanley Cavell (décédé en 2018), grande figure de la philosophie américaine et précurseur des études philo-cinématographiques - traitant d'une communauté juive orthodoxe britannique et de sécessions féminines, sonne comme un appel à une politique de l'ouverture de l'être contre les fermetures identitaires en vogue aujourd'hui. Il reprend l'idée de Stanley Cavell dans *Une Amérique encore inapprochable. De Wittgenstein à Emerson* (1989) : « Partageant l'intuition que l'existence humaine a besoin non d'une réforme mais d'une re-formation, d'un changement qui ait la structure d'une transfiguration, Wittgenstein devine que l'ordinaire a, et lui seul, le pouvoir de déplacer l'ordinaire, de laisser habitable l'habitat humain, de laisser le même transfiguré. »

Le sociologue Philippe Corcuff, dans un article publié par le PRé (3) note que « ce film nous dit alors peut-être et surtout que, dans le contexte actuel de raidissements identitaires diversifiés en Europe, aux États-Unis, dans les pays musulmans ou en Israël, il y a une actualité vive de ce qu'Emmanuel Levinas a pointé comme « une sortie en-dehors de l'être » (...). Un des points de passage de cette réélaboration radicalement démocratique de la politique est bien, selon l'insistance de Stanley Cavell, la vie ordinaire, avec son « inquiétante étrangeté » (...) « Dans cet horizon, les dissidences féminines et féministes, ajoute-t-il, ont un rôle particulier à jouer, ainsi que l'explorent également aujourd'hui les séries télévisées *The Handmaid's Tale* et *Westworld*. Après des siècles de domination masculine, les âmes des femmes constituent « un nouveau monde », comme le pressent la romancière Isabelle Sorente à travers sa propre expérience spirituelle».

On peut aussi apprendre de la poésie, comme avec les poésies magnifiques de Blaise Cendrars, *Du monde entier au cœur du monde* qui apprennent à vivre la vie comme la poésie, dans l'instant et l'instinct, dans le mouvement, avant de l'écrire et d'être amené à la quitter, qui apprend d'abord à ne pas se contenter d'un destin écrit on ne sait où, dicté par des chiffres, des tableurs et des prospectives.

- (1) Raghuram Rajan a été chef économiste du FMI (2003-2006) puis président de la Réserve fédérale d'Inde (2013-2016). Il s'intéresse à la recherche dans le domaine bancaire, du financement des entreprises et du développement économique. Auteur entre autres de *The Third Pillar: How the State and Markets are leaving Communities Behind* (2019), *I do What I do On Reform, Rhetoric, and Resolve*(2017).
- (2) «la promotion d'un nationalisme responsable», Lawrence Henry. Summers. Lawrence Summers est président émérite de l'Université Harvard. Il a été vice-pt de l'économie du développement et d'économiste en chef de la Banque mondiale, sous-secrétaire du Trésor pour les affaires internationales, directeur du Conseil économique national dans l'administration Obama de 2009 à 2011, et secrétaire du Trésor des États-Unis de 1999 à 2001.
- (3) *Désobéissance*, de Sébastien Lelio. Hommage à Stanley Cavell, par Philippe Corcuff, publié sur le Site du PRé (02-07-2018)

" *Désobéissance* parle des rapports entre des êtres humains déboussolés qui tentent de faire de leur mieux, malgré un environnement pétri de dogmes. Les personnages sont prêts à évoluer et à changer, mais pour y parvenir, ils doivent affronter des institutions très rigides : cet affrontement fait écho à ce que toutes les sociétés humaines vivent à l'heure actuelle, partout dans le monde, où les vieux modèles semblent obsolètes ou insuffisants. J'ai toujours eu le sentiment qu'il y avait une certaine urgence à porter ce projet à l'écran." (Sebastián Lelio).

Philippe Corcuff est essayiste et docteur en sociologie (EHESS). Il est maître de conférences en sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Lyon (HDR), membre du laboratoire de recherche CERLIS (Centre de Recherche sur les Liens Sociaux, Université de Paris Descartes/CNRS). Egalement éditeur, co-fondateur de l'Université Populaire de Lyon et de l'Université Critique et Citoyenne de Nîmes.

Dernier ouvrage paru : *Spiritualités et engagements dans la cité. Dialogue entre un musulman critique, un agnostique anarchiste, un catholique libertaire et une romancière*, avec Jérôme Alexandre, Haoues Seniguer et Isabelle Sorente (Le Bord de l'eau, 2018).

Philippe Corcuff est un contributeur du PRé (dernier article : *Games of Thrones* ou le devenir autoritaire du populisme en France, publié sur le site du PRé le 31-05-2019.